Mouvement des Entreprises de France

Maturité digitale : la France est à l'avant du peloton dans la compétition mondiale mais doit accélérer pour rejoindre le groupe de tête

Publié le 20 juin 2019

À l'occasion de la 5e édition de l'université du numérique, le MEDEF, dans le cadre de sa commission « mutations technologiques et impacts sociétaux » présidée par Christian Nibourel, et le BCG révèlent une analyse exhaustive et inédite de la maturité digitale de la France dans la compétition mondiale. Cette étude internationale montre que la France tient des positions solides sur plusieurs dimensions essentielles de la transformation numérique, mais elle révèle aussi de vraies faiblesses. Le MEDEF et le BCG proposent également des recommandations afin que notre pays rejoigne le groupe de tête dans cette compétition décisive pour notre croissance et notre souveraineté.

Quatre points forts positionnent la France à l'avant du peloton :

- La qualité de la formation des talents digitaux avec notamment l'excellence de nos formations scientifiques : la France se situe entre la 6e et la 7e position des principaux classements mondiaux ;
- Les incitations à la recherche : 20 % de la R&D des entreprises est supportée indirectement par le gouvernement grâce à des incitations, qui placent la France en 3e position mondiale ;
- La mise à disposition des données publiques : selon l'OCDE, la France se classe en 2e position quant à l'accès aux données et en troisième sur la disponibilité des données ;
- L'engagement de l'État pour la cybersécurité : la France est 8e pour l'indice Global de Cybersécurité, calculé par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

La France doit remédier à des faiblesses majeures pour se maintenir à l'avant du peloton avant de rejoindre le groupe de tête.
Aujourd'hui, un tiers des PME en France déclare que la transformation digitale n'est pas à leur agenda de cette année. À titre d'exemple, moins d'une entreprise sur cinq a adopté l'Intelligence Artificielle (IA) dans sa stratégie.

L'étude démontre qu'il y a trois principaux défis à relever par l'ensemble des acteurs politiques et économiques pour mobiliser et faire gagner l'ensemble de l'écosystème français :

1. réussir à garder ses talents sur le territoire

Si la qualité des formations françaises est reconnue, l'étude pointe toutefois une réelle faiblesse quantitative en matière de talents digitaux, tant pour la formation initiale que pour la formation continue. On estime le déficit hexagonal à 200 000 personnes d'ici 2022. Ce phénomène est aggravé par des envies toujours plus grandes d'expatriation : 76 % des talents digitaux français seraient prêts à travailler à l'étranger, c'est neuf points de plus que la moyenne mondiale. Pour retenir ces derniers, de premières actions ont été engagées (assouplissement du marché du travail, visa « French Tech », plan d'investissement dans les compétences, projet de loi Pacte), mais la bataille des cerveaux et des compétences ne fait que commencer, quel que soit le niveau de qualification, dans un marché des métiers du digital très mondial.

2. des capacités d'investissements dans les infrastructures limitées par le contexte réglementaire

La digitalisation des entreprises passe par l'accès au très haut débit, enjeu essentiel d'aménagement du

territoire. Alors que dans l'Hexagone, le plan « France Très Haut Débit » est encore inachevé, il faut poursuivre le déploiement de la fibre et engager rapidement celui de la 5G. Or, les politiques publiques ont aujourd'hui tendance à freiner les investissements (concurrence, impôts productifs, prix des licences).

3. une stratégie data trop timide

Côté entreprises, le rapport pointe un retard dans la collecte et l'exploitation de la donnée, en raison notamment d'une application trop restrictive du cadre légal (RGPD notamment). Ces contraintes pèsent dans la montée en puissance des applications d'Intelligence Artificielle (IA) pour les entre- prises. Les pionnières, qui ont investi tôt dans l'IA, dégagent désormais des marges de manœuvre leur permettant d'accélérer davantage et de creuser l'écart : 88 % d'entre elles ont augmenté leurs investissements IA par rapport à l'an dernier, contre moins des deux tiers des autres entreprises.

Dans cette course contre la montre, les États-Unis et la Chine se sont déjà échappés : les 20 plus grandes entreprises du digital sont soit américaines, soit chinoises. Autre exemple, les États-Unis comptent 151 licornes, la Chine 82 et l'Europe seulement 34.

Au-delà des enjeux purement économiques, rester dans le groupe de tête est un enjeu de souveraineté numérique pour la France. Les auteurs distinguent trois priorités :

- Augmenter de + 60 % le vivier de talents disponibles à horizon 2022 ;
- Faire évoluer les régulations dans le secteur des télécommunications pour mettre en place une politique concurrentielle au niveau national et européen favorisant la capacité d'investissement des opérateurs
- Aider les entreprises à se doter d'une stratégie data pour collecter et exploiter les données en adéquation avec le cadre légal, sans surinterprétation.

Au-delà de ces priorités, le MEDEF et le BCG ont listé 15 recommandations.

Méthodologie

Cette étude réalisée par le MEDEF et le BCG s'appuie sur une méthodologie inédite et systémique, incluant cinq dimensions prioritaires sur lesquelles les acteurs économiques ont un rôle à jouer pour aider les entre- prises françaises à atteindre un niveau supérieur de maturité digitale :

- *les politiques sociales et d'attraction des talents ;*
- *les infrastructures ;*
- *les politiques incitatives et de facilitation ;*
- *l'accès et l'usage des données, services et technologies numériques ;*
- *la cybersécurité.*